

Annexe F-ACQ
v2

Medium Range Radar Acquisition

Modèle de Modalités

Retombées Technologique et industrielles (RTI)

Version 3.0

TABLE DES MATIÈRES

1. Définitions
2. Énoncé des travaux – Engagements et responsabilités en matière de RTI
3. Rapports sur les RTI
4. Modifications des prix indiqués au contrat
5. Excédent d'engagements en matière de RTI
6. Valeur du contenu canadien (VCC)
7. Critères d'admissibilité des transactions de RTI
8. Transactions de RTI
 - 8.1 Transactions de RTI directes
 - 8.2 Transactions de RTI indirectes
 - 8.3 Transactions avec des PME
 - 8.4 Transactions avec des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics
 - 8.5 Transactions avec des consortiums
 - 8.6 Transactions du Cadre d'investissement pour les PME
 - 8.7 Transactions liées à la coopération en matière de technologie et de compétences
 - 8.8 Transactions liées aux investissements généraux
 - 8.9 Transactions avec des fonds de capital de risque
9. Plans stratégiques
10. Commandes valides
11. Mise en banque
12. Remplacement des importations
13. Mandat de produit mondial
14. Communications publiques
15. Modification d'une transaction de RTI
16. Vérification et accès aux dossiers
17. Gestion de l'information
18. Résolution de conflits
19. Garanties d'exécution
20. Responsabilité des parties
21. Organismes gouvernementaux
22. Respect de la *Loi sur le lobbying*
23. Honoraires conditionnels/de succès
24. Liste des parties admissibles

Annexes :

- A Plans et transactions
- B Modèle de rapport annuel sur les RTI
- C Modèle de feuille de transactions de RTI
- D Modèle de Rapport d'activité annuel du CI

1. **DÉFINITIONS**

- 1.1. Aux fins de la présente partie, à moins d'indication contraire dans le contexte, les définitions suivantes s'appliquent :
- 1.1.1. « transaction de RTI acceptée » désigne une transaction de retombées technologiques et industrielles (RTI) qui a été acceptée par écrit par l'autorité des RTI comme répondant aux critères d'admissibilité des RTI;
 - 1.1.2. « transaction de RTI réalisée » désigne une partie ou l'ensemble d'une transaction de RTI acceptée pour laquelle des crédits de RTI ont été octroyés par l'autorité des RTI;
 - 1.1.3. « investissement admissible du cadre d'investissement (CI) » – Pour les contributions en espèces, un investissement admissible du CI désigne une subvention ou un achat d'actions ordinaires ou privilégiées. Cela ne comprend pas l'achat de débentures ou un prêt remboursable. Pour les contributions en nature, un investissement admissible du CI désigne : une licence autorisant l'utilisation de matériel sous licence (propriété intellectuelle); de l'équipement (équipement, logiciels ou systèmes permettant de développer des biens et services nouveaux ou améliorés); un transfert de connaissances (prêts d'employés pouvant faire profiter la PME de leur « savoir-faire » dans les domaines de la technique ou de la gestion); ou un soutien aux ventes ou au marketing (prêt d'employés qui mèneront des activités de marketing ou de ventes ou qui feront profiter la PME de leurs contacts ou renseignements; ou encore, une licence permettant d'utiliser une marque ou des marques de commerce);
 - 1.1.4. « transaction de RTI mise en banque » désigne une transaction de RTI acceptée qui a été déposée à la Banque des RTI;
 - 1.1.5. « entreprise canadienne » ou « société canadienne » désigne une entreprise commerciale qui est constituée en vertu des lois du Canada et qui exerce des activités commerciales continues au Canada;
 - 1.1.6. « valeur du contenu canadien » ou « VCC » selon la description de l'article 6, Valeur du contenu canadien;
 - 1.1.7. « capital investi » désigne la valeur totale des actions émises d'une entreprise à laquelle est ajoutée la valeur associée aux instruments pouvant être convertis en actions. Pour les sociétés cotées en bourse, cette valeur correspond au nombre total d'actions émises multiplié par le prix du marché, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour les sociétés fermées, il s'agit du nombre total d'actions émises multiplié par leur prix de vente le plus récent, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada;
 - 1.1.8. « causalité » désigne le critère d'admissibilité de la Politique des RTI qui stipule qu'une transaction de RTI doit découler, en partie, d'une obligation de RTI à l'égard du Canada selon l'article 7 (Critères d'admissibilité des transactions de RTI);

- 1.1.9. « activité de commercialisation » désigne un processus grâce auquel une valeur économique est attribuée à la connaissance, par la production et la vente de produits et services nouveaux ou considérablement améliorés. Il peut également s'agir de publicité, de promotion des ventes et d'autres activités de marketing. Les activités de commercialisation particulières sont les suivantes : planification commerciale, études de faisabilité liées au projet, détermination des besoins des clients, prospection de marchés et tests, recherche fondamentale et appliquée, développement expérimental, analyse de la rentabilité et financement, et publicité de lancement;
- 1.1.10. « consortium » désigne un partenariat public-privé établi dans l'intention de réaliser des activités liées à la recherche et au développement, qui doivent respecter les critères énoncés à l'article 8.6 (Transactions avec des consortiums);
- 1.1.11. « régions désignées du Canada » désigne les régions suivantes, qui ont été définies par le gouvernement du Canada à des fins socio-économiques : la région de l'Atlantique (consistant en les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse); la région du Québec (consistant en la province de Québec); la région du Nord de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au nord des districts de Nipissing et de Parry Sound, y compris ces deux districts); la région du Sud de l'Ontario (constituée de la partie de la province de l'Ontario située au sud des districts de Nipissing et de Parry Sound); la région de l'Ouest (consistant en les provinces du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique; et la région du Nord (consistant en les Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut);
- 1.1.12. « transaction de RTI directe » désigne une transaction de RTI qui a trait à l'exécution de toute partie des travaux visés par le présent contrat;
- 1.1.13. « critères d'admissibilité » désigne les critères énoncés à l'article 7 (Critères d'admissibilité des transactions de RTI), que doit respecter une transaction de RTI pour être considérée comme une transaction de RTI acceptée;
- 1.1.14. « partie admissible » désigne les critères d'admissibilité de la Politique des RTI qui précisent les entreprises qui peuvent être les fournisseurs (ou mandants) d'une transaction de RTI, conformément à l'article 7 (Critères d'admissibilité des transactions de RTI);
- 1.1.15. « transaction combinée » désigne une transaction de RTI qui compte plus d'un bénéficiaire. Les transactions combinées ne peuvent inclure que des activités comprenant l'achat de biens ou services directs; des fournisseurs canadiens avec des caractéristiques similaires en ce qui concerne les produits, la taille et/ou la région; une valeur totale du contenu canadien ne dépassant pas 10 p. 100 de la valeur totale de l'obligation de RTI;
- 1.1.16. « remplacement des importations » désigne la production ou la fabrication d'un bien ou la prestation d'un service au Canada, qui était précédemment fabriqué ou fourni par des sources d'approvisionnement étrangères;

- 1.1.17. « effet d'accroissement » désigne le critère d'admissibilité de la Politique des RTI qui précise qu'une activité de RTI indirecte doit comprendre de nouveaux travaux au Canada, conformément à l'article 7 (Critères d'admissibilité des transactions de RTI);
- 1.1.18. « transaction de RTI indirecte » désigne une transaction de RTI mise en œuvre dans le cadre d'une activité commerciale qui n'est pas liée à l'exécution d'une partie des travaux visée par le présent contrat;
- 1.1.19. « contribution en nature » désigne une contribution non monétaire (services, équipement, propriété intellectuelle, etc.). Les contributions en nature seront évaluées par une tierce partie indépendante qui détient une désignation d'expert en évaluation d'entreprises (ou une autre désignation similaire acceptable) et qui observe tous les règlements, le code d'éthique et les normes de pratique de l'organisation qui régit cette profession. Les rapports d'évaluation seront détaillés, feront appel à toutes les méthodes d'évaluation et à tous les formats de rapports normalisés et généralement acceptés et ne permettront de tirer qu'une seule conclusion au sujet de l'évaluation, ce qui assure un équilibre entre toutes les approches. L'entrepreneur ou sa partie admissible assumera tous les coûts associés à l'obtention du rapport d'évaluation en nature. Le rapport d'évaluation en nature est valide pendant douze (12) mois;
- 1.1.20. « cadre d'investissement » ou « *CI* » désigne la méthode employée pour évaluer, valoriser et calculer les crédits de RTI associés aux investissements liés à l'innovation faits directement avec des PME canadiennes, comme il est indiqué à l'article 8.7 (Transactions du Cadre d'investissement);
- 1.1.21. « plan d'activités du cadre d'investissement » désigne un plan complet et bien étayé qui comprend un sommaire; fournit des renseignements détaillés sur l'entreprise et des états financiers; décrit le projet proposé du *CI*; expose de façon détaillée les activités particulières du *CI*, les objectifs, et la durée; et comprend des considérations clés en matière de marché, de risque et de diligence raisonnable;
- 1.1.22. « période de réalisation des RTI » signifie la période débutant le 3 mars, 2008 et se terminant sept ans après la date d'entrée en vigueur du présent contrat;
- 1.1.23. « autorité des RTI » désigne le ministre de l'Industrie ou toute autre personne désignée par le ministre de l'Industrie pour agir en son nom. L'autorité des RTI est chargée d'évaluer, d'accepter, de contrôler, de vérifier et de créditer les RTI, ainsi que d'évaluer le rendement de l'entrepreneur en matière de RTI dans le cadre du présent contrat;
- 1.1.24. « crédit de RTI » désigne l'avis écrit envoyé par l'autorité des RTI confirmant qu'une transaction de RTI acceptée a été réalisée en tout ou en partie. Toutes les transactions de RTI acceptées sont assujetties à un rapport annuel, une vérification et une approbation avant que les crédits de RTI soient octroyés;
- 1.1.25. « investissement RTI » désigne une transaction de RTI qui représente un investissement effectué au Canada d'un montant vérifiable favorisant la production de biens ou la prestation de services par des citoyens ou des résidents permanents du Canada, au sens de

la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés de 2001, ch. 27, et qui respecte les critères établis dans l'article 8.9 (Transactions liées aux investissements généraux);

- 1.1.26. «obligation de RTI » ou « engagement de RTI » désigne l'obligation contractuelle de l'entrepreneur d'atteindre la VCC dans les transactions de RTI, selon l'article 2, Énoncé des travaux – Engagements et responsabilités en matière de RTI;
- 1.1.27. « Plans de RTI » désignent les Plans de RTI préparés par l'entrepreneur qui, par renvoi, font partie du présent contrat : le Plan d'activités de l'entreprise, le Plan de gestion des RTI, le Plan de développement régional des RTI, et le Plan de développement des petites et moyennes entreprises, tous datés du XXX et portant le numéro de référence XXX;
- 1.1.28. « bénéficiaire des RTI » désigne l'entité canadienne qui bénéficie de l'activité commerciale de RTI indiquée dans une transaction de RTI;
- 1.1.29. « période de rapport des RTI » désigne les périodes annuelles à l'intérieur de la période de réalisation de RTI sur lesquelles porteront les rapports de RTI de l'entrepreneur. Par exemple, la période de rapport 1 débute la première journée de la période de réalisation et se termine le dernier jour du douzième mois après la date d'entrée en vigueur du contrat. Les périodes de rapport subséquentes (périodes 2, 3, etc.) suivront par augmentations annuelles consécutives, jusqu'à la fin de la période de réalisation des RTI;
- 1.1.30. « transaction de RTI » désigne une activité commerciale mise en œuvre au moyen d'un contrat, y compris une commande, un contrat de vente, un contrat de licence, une lettre d'accord ou un autre document écrit analogue, et qui a une valeur pécuniaire précise;
- 1.1.31. « obligé important » désigne une entreprise qui détient des engagements contractuels au titre d'obligations de RTI à l'égard du Canada dépassant un milliard de dollars;
- 1.1.32. « dépassement » désigne le montant duquel les crédits de RTI de l'entrepreneur, accordés à une transaction de RTI acceptée pendant la période de réalisation des RTI, sont supérieurs à l'engagement de RTI au titre de cette transaction de RTI;
- 1.1.33. « regroupement » désigne l'acte d'appliquer les crédits de RTI obtenus au titre d'une transaction de RTI unique aux obligations de RTI associées à au moins deux projets;
- 1.1.34. « établissement d'enseignement postsecondaire » désigne une institution ou une autre entité organisationnelle au Canada qui participe à l'élaboration et à la prestation d'activités de formation scolaire et à l'attribution d'attestations d'étude aux personnes dont l'exigence d'admissibilité normale est un diplôme d'études secondaires. L'établissement devrait être accessible à la population, être reconnu par une province ou le Programme canadien de prêts aux étudiants, et offrir des programmes menant à des diplômes reconnus par le milieu universitaire au Canada;
- 1.1.35. « transaction de RTI proposée » désigne une transaction de RTI proposée à l'autorité des RTI par l'entrepreneur, mais qui n'a pas encore été acceptée officiellement par écrit par l'autorité des RTI comme répondant aux critères d'admissibilité des RTI;

- 1.1.36. « institut de recherche public » désigne un organisme fédéral ou provincial au Canada qui : participe à des activités de recherche, de formation en recherche, et à des activités connexes au Canada; a comme objectif principal d'effectuer de la recherche, de mener des examens par les pairs, et de diffuser les résultats au moyen de la publication, du transfert des technologies ou de la formation; réinvesti ses profits dans ses activités de recherche ou dans la diffusion des résultats; et, est financé principalement par des ressources publiques et a des processus, des systèmes, des procédures et des contrôles établis en place pour assurer l'atteinte des objectifs publics;
- 1.1.37. « activité de recherche et développement (R-D) » désigne une étude scientifique qui porte sur le développement de nouveaux biens et services, sur de nouveaux intrants à la production, sur de nouvelles méthodes de production ou sur de nouvelles façons d'exploiter ou de diriger des entreprises. Les activités de R-D particulières sont les suivantes : tests/mesures/analyses standardisés; rapport découlant des tests/mesures/analyses effectués; projets de développement d'une méthode d'analyse thermomécanique particulière; conception/génie concernant des produits/processus; projet de développement d'une technologie/processus/produit sur mesure; études de faisabilité et évaluations connexes; projets de recherche appliquée pour de nouveaux produits, de nouvelles plateformes technologiques, de nouveaux tests et de nouvelles mesures et analyses; recherche scientifique fondamentale permettant de mieux comprendre un nouveau phénomène; recherche visant à faire avancer les connaissances scientifiques avec ou sans application pratique en vue; soutien au génie, à la conception, à la recherche sur les opérations, à l'analyse mathématique, à la programmation, à la collecte de données, aux tests ou à la recherche;
- 1.1.38. « produits semi-transformés » désignent les produits qui sont transformés à partir de matières premières à l'état naturel, au moyen d'une méthode spécialisée, afin de les rendre prêts à l'emploi ou à l'assemblage pour former un produit final;
- 1.1.39. « insuffisance » désigne le montant duquel les crédits de RTI de l'entrepreneur, accordés à une transaction de RTI acceptée pendant la période de réalisation des RTI, sont inférieurs à l'engagement de RTI au titre de cette transaction de RTI;
- 1.1.40. « petite ou moyenne entreprise » ou « PME » désigne une entreprise de fabrication ou de services indépendante établie et exploitée au Canada qui compte moins de 250 employés à plein temps au moment où elle conclut une transaction de RTI admissible. Les agents et les distributeurs de biens ou de services étrangers, ainsi que les filiales d'entreprises qui sont des entrepreneurs ou des parties admissibles à tout contrat de RTI, ne sont pas considérés comme de petites ou moyennes entreprises;
- 1.1.41. « plan stratégique » désigne un document qui décrit les plans de développement des affaires globaux de l'entrepreneur au Canada et la façon dont ces plans peuvent se traduire en activités de RTI stratégiques, selon l'article 9 (Plans stratégiques);
- 1.1.42. « coopération en matière de technologie et de compétences » désigne l'octroi d'une licence et/ou la transmission d'un ensemble de connaissances utilisables à une entreprise

canadienne. La coopération en matière de technologie et de compétences est évaluée et mesurée aux fins du crédit de RTI, conformément à l'article 8.8 (Transactions liées à la Coopération en matière de technologie et de compétences);

- 1.1.43. « fournisseur de premier niveau » désigne une entreprise qui prend en charge une part précise des travaux de l'entrepreneur principal visés par le présent Medium Range Radar contrat, pour produire ou fournir des services des sous-ensembles majeurs ou des composants principaux installés ou utilisés dans la plateforme ou le système acquis dans le cadre du présent contrat;
- 1.1.44. « fonds de capital-risque » ou « FCR » désigne un regroupement d'investissements visant à favoriser la croissance des petites entreprises canadiennes, qui est géré par un tiers et respecte les critères établis dans l'article 8.10 (Transactions avec des Fonds de capital-risque);
- 1.1.45. « mandat de produit mondial » désigne la relation d'approvisionnement à long terme qui existe entre l'entrepreneur ou une partie admissible et une entreprise canadienne aux termes de laquelle l'entreprise canadienne est légalement autorisée à mener, pour en assumer l'entière responsabilité, des activités particulières, dont la conception, le développement, la propriété intellectuelle, la fabrication et le marketing liés à la fourniture de produits, de composants, de modules ou de services destinés aux marchés national et international. La VCC du produit ou service est calculée de la façon décrite dans l'article 13 (Mandat de produit mondial).

2. ÉNONCÉ DES TRAVAUX – ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE RTI

- 2.1. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'activités de l'entreprise, du Plan de gestion des RTI, du Plan de développement régional des RTI et du Plan de développement des petites et moyennes entreprises, référencés dans l'annexe A, l'entrepreneur doit, d'ici la fin de la période de réalisation :
 - 2.1.1. atteindre un montant de \$ **[100 p. 100 de la valeur du contrat]** en VCC, pour les transactions de RTI directes et indirectes, comme le précise l'annexe A;
 - 2.1.2. atteindre un montant de \$ **[à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur]** en VCC, comme transactions directes et indirectes dans les régions désignées du Canada, comme le précise l'annexe A, comme suit :
 - 2.1.2.1. Atlantique : \$ **[à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur]**
 - 2.1.2.2. Québec : \$ **[à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur]**
 - 2.1.2.3. Nord de l'Ontario : \$ **[à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur]**
 - 2.1.2.4. Sud de l'Ontario : \$ **[à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur]**
 - 2.1.2.5. Ouest : \$ **[à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur]**
 - 2.1.2.6. Nord : \$ **[à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur]**
 - 2.1.3. atteindre un montant de \$ **[au moins 15 p. 100 de la valeur du contrat]** en VCC pour les

transactions de RTI directes et indirectes des petites et moyennes entreprises, comme le précise l'annexe A;

- 2.1.4. mener à bien chacune des transactions de RTI conformément à la liste des feuilles de transaction de RTI jointes à l'annexe A;
 - 2.1.5. présenter à l'autorité des RTI, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat, des transactions de RTI admissibles de tranche 2 qui sont détaillées, pleinement décrites et qui portent le total cumulatif des transactions de RTI admissibles déterminées à au moins à 60 p. 100 de la valeur du contrat, y compris les options, mesurée en VCC;
 - 2.1.6. présenter à l'autorité des RTI, trois (3) ans après l'octroi du contrat, des transactions de RTI admissibles de tranche 3 qui sont détaillées, pleinement décrites et qui portent le total cumulatif des transactions de RTI acceptables déterminées à 100 p. 100 de la valeur du contrat, y compris les options, mesurée en VCC.
- 2.2. L'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RTI, par l'entremise de l'autorité contractante de TPSGC, les rapports annuels sur les RTI fondés sur les résultats obtenus au cours des périodes de rapport des RTI définies dans le présent contrat. Ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période annuelle des rapports de RTI. L'entrepreneur est encouragé d'utiliser le format et le modèle énoncés à l'article 3 (Rapports sur les RTI).
- 2.2.1. Pour prouver qu'il a respecté ses engagements à l'égard des RTI, l'entrepreneur doit fournir, en annexe des rapports annuels des RTI, un certificat de conformité, exposé dans l'annexe B du présent contrat, signé par le contrôleur général de l'entreprise, pour les transactions de RTI pour lesquelles il y a eu de l'activité au cours de la période de rapport des RTI. Ce certificat de conformité s'applique aussi aux réalisations de RTI des parties admissibles de l'entrepreneur.

3. RAPPORTS SUR LES RTI

- 3.1. Chaque rapport annuel sur les RTI doit comprendre cinq parties, comme il est indiqué dans les sous-paragraphes suivants, et dans le modèle ci-joint à l'annexe B :
- 3.1.1. La partie A doit comprendre :
 - 3.1.1.1. Un aperçu et l'état des travaux pour le projet Medium Range Radar;
 - 3.1.1.2. Une liste du montant total des demandes d'acomptes ou des factures (ventilée par période de rapport et incluant le valeur, la date de soumission et l'état des paiements) soumises par l'entrepreneur pour les travaux réalisés depuis la date d'entrée en vigueur;
 - 3.1.1.3. Une description de toute modification apportée au Plan de gestion des RTI.
 - 3.1.2. La partie B doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :

- 3.1.2.1. Une mise à jour sur toute modification apportée aux détails des transactions, comme le pourcentage de VCC ou les coordonnées de l'entreprise;
- 3.1.2.2. Une description des réalisations et activités importantes;
- 3.1.2.3. Une description de tout retard ou problème, ou de toute lacune dans l'atteinte des résultats, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre les problèmes.
- 3.1.3. La partie C doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :
 - 3.1.3.1. La VCC de la réalisation de RTI demandée pour la période de rapport en cours
- 3.1.4. La partie D doit comprendre, pour chaque transaction déclarée :
 - 3.1.4.1. La VCC de la réalisation de RTI demandée à ce jour dans toutes les périodes de rapports depuis le début de la période de réalisation de RTI.
- 3.1.5. La partie E doit comprendre :
 - 3.1.5.1. Une description des activités de développement des régions et des petites et moyennes entreprises menées pendant la période de rapport;
 - 3.1.5.2. Une liste des transactions de RTI qui ont été annulées, ajoutées ou sensiblement modifiées durant la période de rapport avec l'approbation de l'autorité des RTI, et l'état de la modification du contrat les concernant;
 - 3.1.5.3. Un certificat de conformité lié à la réalisation par l'entrepreneur de ses engagements en matière de RTI, signé par le contrôleur principal de l'entreprise en ce qui a trait aux transactions de RTI pour lesquelles il y eut de l'activité au cours de cette période de rapport des RTI. Ce certificat de conformité couvre aussi toutes les réalisations de RTI des parties admissibles de l'entrepreneur;
 - 3.1.5.4. Un certificat de conformité lié à la *Loi sur le lobbying*, signé par un représentant principal de l'entreprise ayant le pouvoir d'engager l'entrepreneur. Ce certificat de conformité couvre aussi toutes les activités de lobbying des sous-traitants et/ou des parties admissibles de l'entrepreneur.

4. MODIFICATIONS DES PRIX INDIQUÉS AU CONTRAT

- 4.1. En cas de diminution ou d'augmentation de la valeur du contrat, l'engagement en matière de RTI de l'entrepreneur dans l'article 2.1.1, doit être soit diminué, soit augmenté en conséquence.
- 4.2. Si la valeur du contrat augmente après la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur soumettra à l'autorité des RTI des transactions de RTI proposées équivalant à 100 p. 100 de l'augmentation dans l'année suivant la date de l'augmentation.

5. DÉPASSEMENT DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RTI

- 5.1. Pour tout engagement donné, l'entrepreneur peut réaliser une VCC supérieure à la valeur indiquée dans les transactions de RTI sans qu'il ait à obtenir une approbation préalable. Dans un tel cas, le montant du dépassement peut être affecté à une insuffisance ou à une partie non répartie des transactions de RTI, sous réserve de l'approbation préalable par écrit de l'autorité des RTI et pour autant que les engagements régionaux et ceux envers les petites et moyennes entreprises aient été réalisés. Un dépassement des engagements dans une région ne pourra pas être utilisé pour compenser une insuffisance dans une autre région.

6. VALEUR DU CONTENU CANADIEN (VCC)

- 6.1. La valeur du contenu canadien (VCC) de toute transaction directe ou indirecte doit être calculée à l'aide de la méthode d'évaluation au prix de vente net ou celle des coûts agrégés.
- 6.1.1. Méthode d'évaluation au prix de vente net : Il est possible de calculer la VCC d'un produit ou service dont le prix de vente est justifié comme suit :
- 6.1.1.1. Commencer par le prix de vente total du produit ou service;
- 6.1.1.2. Soustraire les droits de douane, les taxes d'accise, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) applicable et toutes les taxes de vente provinciales;
- 6.1.1.3. Soustraire tous les frais engagés, comme l'indique le paragraphe 6.2.
- 6.1.2. Méthode des coûts agrégés : Il est possible de calculer la VCC de tout produit ou service auquel il n'est pas possible d'attribuer un prix de vente justifié, en fonction du total des éléments suivants :
- 6.1.2.1. le coût des pièces produites au Canada et le coût des matières dans la mesure où elles sont d'origine canadienne, qui sont intégrées à l'équipement à l'usine du fabricant au Canada;
- 6.1.2.2. le coût des pièces ou des matières dont l'autorité des RTI peut vérifier qu'elles sont d'origine canadienne, en ce sens qu'elles ont été exportées du Canada, puis importées au Canada comme pièces ou produits finis;
- 6.1.2.3. les frais de transport, y compris les frais d'assurance, engagés pour le transport entre les installations d'un fournisseur canadien ou le bureau d'entrée frontrière et l'usine du fabricant au Canada, des pièces et des matières qui feront partie intégrante de l'équipement, dans la mesure où ces frais ne sont pas inclus dans les frais indiqués au paragraphe précédent;
- 6.1.2.4. toute partie des frais suivants (excluant la TPS, la TVH, toute taxe de vente provinciale, les taxes d'accise, les redevances et les frais de licence versés à

l'extérieur du Canada) s'il est raisonnable de les imputer à la production de l'équipement, à la prestation d'un service ou à la réalisation d'une activité;

- 6.1.2.4.1. les rémunérations et les salaires de la main-d'œuvre directe et indirecte affectée ou non à la production, versés à des citoyens ou à des résidents permanents du Canada, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés de 2001*, ch. 27;
- 6.1.2.4.2. les matières utilisées dans le cadre des travaux, mais qui ne sont pas intégrées dans les produits finaux;
- 6.1.2.4.3. l'éclairage, le chauffage, l'électricité et l'eau;
- 6.1.2.4.4. les cotisations pour l'indemnisation des accidentés du travail et à l'assurance emploi, les primes d'assurance collective, les cotisations aux régimes de pension et les autres dépenses semblables engagées pour la main-d'œuvre visée au paragraphe 6.1.2.4.1 ci-dessus;
- 6.1.2.4.5. l'impôt foncier sur les terrains et les immeubles situés au Canada;
- 6.1.2.4.6. les primes d'assurance incendie et d'autres types d'assurance couvrant les stocks affectés à la production, l'usine de production et son équipement, versées à une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;
- 6.1.2.4.7. les assurances achetées précisément auprès d'une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;
- 6.1.2.4.8. les frais de location d'un bureau ou d'une usine versés à un propriétaire inscrit au Canada;
- 6.1.2.4.9. les frais d'entretien et de réparation des immeubles, de la machinerie et de l'équipement utilisés aux fins de la production au Canada;
- 6.1.2.4.10. les outils, les matrices, les gabarits, les accessoires et les autres installations matérielles semblables, de nature non permanente, qui ont été conçus, développés ou fabriqués au Canada;
- 6.1.2.4.11. les services d'ingénierie et professionnels, les travaux d'expérimentation et de développement de produits ou de processus effectués et terminés au Canada;
- 6.1.2.4.12. les divers frais de production et frais de bureau pertinents, tels que les frais généraux d'administration; l'amortissement de l'outillage de production et de l'équipement d'usine permanent; les frais d'installation de cet outillage et de cet équipement; et les amortissements fiscalement autorisés qui ne dépassent pas 5 p. 100 du total de la mise de fonds affectés aux immeubles situés au Canada et appartenant au producteur des travaux;

- 6.1.2.4.13. les frais de déplacement personnels, notamment les transporteurs canadiens, l'hébergement et les repas, pour les déplacements liés aux activités directes des RTI dans le cadre du présent contrat Medium Range Radar;
- 6.1.2.4.14. les frais payés pour des services non mentionnés ailleurs;
- 6.1.2.4.15. les bénéfices nets avant impôt sur lesquels un impôt est versé ou payable au Canada.

6.2. Coûts ou activités commerciales qui ne sont pas admissibles au crédit de RTI :

- 6.2.1. la valeur des matières, de la main-d'œuvre et des services importés au Canada;
- 6.2.2. dans le cas de RTI indirectes, la valeur des matières premières et des produits semi-transformés exportés du Canada;
- 6.2.3. la valeur des frais de subsistance et de réinstallation ainsi que la rémunération versée à des personnes qui ne sont pas des citoyens du Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du projet;
- 6.2.4. le montant de la taxe d'accise et des droits d'importation exigés par le Canada, de la taxe de vente fédérale, de la taxe de vente provinciale, de la taxe de vente harmonisée et d'autres droits exigibles au Canada;
- 6.2.5. la valeur des biens et des services pour lesquels l'entrepreneur ou les parties admissibles ont obtenu un crédit de RTI ou en ont fait la demande au Canada dans le cadre de toute autre obligation ou entente de RTI;
- 6.2.6. les frais liés à la préparation de la proposition ou de la soumission;
- 6.2.7. tous les frais de transport ou de déplacement non prévus aux alinéas 6.1.2.3 ou 6.1.2.4.13;
- 6.2.8. les obligations du gouvernement fédéral, p. ex. l'équipement fourni par le gouvernement;
- 6.2.9. les frais de licence payés par le bénéficiaire canadien des RTI et tout versement courant de redevances;
- 6.2.10. les transactions de RTI déclarées par un entrepreneur et qui relèvent de son influence, ou de celle de l'une de ses parties admissibles, à l'égard du ministère ou de l'agent d'approvisionnement de tout pays;
- 6.2.11. les frais d'intérêts associés aux lettres de crédit ou à d'autres instruments financiers à l'appui des transactions de RTI;

- 6.2.12. les honoraires payés aux lobbyistes (conformément à la *Loi sur le lobbying*);
- 6.2.13. les honoraires payés à des experts-conseils ou agents tiers pour le travail lié à l'obtention d'un crédit de RTI dans le cadre du présent contrat. Cela comprend notamment donner des conseils sur la politique des RTI, préparer une transaction ou des rapports de RTI, représenter les intérêts de l'entrepreneur auprès de l'autorité des RTI et chercher des entreprises bénéficiaires possibles.

7. **CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES TRANSACTIONS DE RTI**

- 7.1. **Causalité** – Chaque transaction de RTI doit être attribuable soit à l'entrepreneur ou à une des ses parties admissibles, en partie à cause d'une obligation en matière de RTI actuelle ou prévue à l'égard du Canada. Elle ne doit pas être une transaction que l'on aurait probablement conclue si aucune obligation en matière de RTI n'existait ou n'avait été prévue. La causalité peut être démontrée en regard d'un projet précis ou de façon plus vaste en ce qui a trait à l'obligation en matière de RTI générale d'une entreprise.
 - 7.1.1. L'entrepreneur ou la partie admissible doit démontrer la causalité en fournissant un énoncé détaillé sur la causalité, dans lequel sont décrites les étapes et les échéances liées à sa décision en ce qui a trait à une activité d'acquisition ou d'investissement, et qui indique clairement qu'il existe un lien entre les étapes et les décisions relatives à une activité commerciale et la Politique des RTI du Canada.
 - 7.1.2. L'entrepreneur ou ses parties admissibles doivent prouver la causalité pour appuyer leur énoncé détaillé mentionné à l'article 7.1.1. La documentation écrite peut constituer une preuve de causalité, et peut comprendre, sans s'y limiter, la documentation du sous-contrat, la correspondance, les documents de réunion, les présentations d'entreprise, etc.
 - 7.1.3. L'entrepreneur ou sa partie admissible doivent fournir autant de preuves documentaires que possible au moment de la soumission de la transaction de RTI proposée à l'autorité des RTI. L'absence de preuves suffisantes du lien de causalité pourrait entraîner le rejet de la transaction de RTI.
 - 7.1.4. D'autres directives sur la causalité sont disponibles sur le site Web des RTI, à l'adresse www.ic.gc.ca/rir.
- 7.2. **Calendrier** – Les transactions de RTI doivent être mises en œuvre pendant la période de réalisation des RTI, conformément à l'article 1.1.24.
 - 7.2.1. Les transactions de RTI ou les transactions de RTI de remplacement qui sont déterminées après la date d'entrée en vigueur du contrat doivent répondre aux critères d'admissibilité des RTI et ne doivent comprendre que les travaux effectués après la date de détermination de la transaction de RTI à l'autorité des RTI.
- 7.3. **Apport différentiel** – Les transactions de RTI doivent comprendre les nouveaux travaux effectués au Canada.

- 7.3.1. Si une transaction de RTI nécessite l'achat de produits ou services auprès d'un fournisseur canadien actuel à l'entrepreneur ou sa partie admissible, la méthode incrémentielle de calcul des crédits de RTI s'appliquera, comme suit :
- 7.3.1.1. Une moyenne triennale des achats précédents est calculée, en fonction des trois années précédant immédiatement la date de détermination de la transaction de RTI à l'autorité des RTI;
 - 7.3.1.2. Un crédit de RTI ne sera accordé que pour la valeur des achats excédant la moyenne triennale, dans chacune des périodes de déclaration.
- 7.3.2. La méthode incrémentielle de calcul décrite à l'article 7.3.1 **ne** s'applique **pas** lorsque le produit ou service acheté dans le cadre de la transaction de RTI :
- 7.3.2.1. comprend des travaux directs;
 - 7.3.2.2. diffère considérablement de ce qui a été acheté auparavant;
 - 7.3.2.3. concerne une autre utilisation (vente sur le marché, application, etc.) que ce qui avait été acheté;
 - 7.3.2.4. découle d'un processus concurrentiel pour re-sélectionner du fournisseur canadien.
- 7.4. **Partie admissible** – Les transactions de RTI doivent être réalisées par une partie admissible, comme il est indiqué dans le présent contrat.
- 7.4.1. Une partie admissible désigne l'entrepreneur, sa société mère, et toutes les filiales, divisions et subdivisions de la société mère; ainsi que les fournisseurs de premier niveau de l'entrepreneur associés à l'exécution des travaux en vertu du contrat, leurs sociétés mères, et toutes les filiales, divisions et subdivisions de la société mère.
 - 7.4.2. Pour les parties admissibles proposées qui représentent des entreprises canadiennes comptant moins de 500 employés, les entrepreneurs doivent clairement démontrer que l'entreprise canadienne a la capacité de prendre des obligations en matière de RTI relativement au présent contrat. La capacité comprend des facteurs comme : la taille de l'entreprise, les produits offerts, les conditions du marché, la propriété, les processus de gestion des RTI, le niveau de contenu canadien, etc.
 - 7.4.3. L'entrepreneur est entièrement responsable, devant le Canada, de tous les engagements de RTI liés au présent contrat, même s'ils sont confiés à des parties admissibles.
 - 7.4.4. Une liste des parties admissibles approuvées pour le Medium Range Radar figure à l'article 24. L'autorité des RTI se réserve le droit d'obtenir la validation des parties admissibles se trouvant à l'article 24, conformément à l'article 7.5.

7.5. **Validation de l'admissibilité**

- 7.5.1. Lorsque possible, l'autorité des RTI confirmera l'admissibilité de la transaction de RTI avant qu'une transaction de RTI proposée soit acceptée dans le contrat. Alors que les entrepreneurs planifient, négocient et concluent des activités de RTI proposées, on les encourage à conserver et à soumettre tous les dossiers et les documents nécessaires afin de prouver l'admissibilité.
- 7.5.2. L'autorité responsable des RTI se réserve le droit de valider, au cours de l'année civile qui suit la date d'entrée en vigueur du contrat, les critères liés à l'admissibilité de la transaction de RTI, à l'admissibilité de la plateforme de la chaîne de valeur mondiale (CVM), et à l'admissibilité de la Liste améliorée des technologies prioritaires.
- 7.5.3. L'autorité des RTI doit soumettre à l'entrepreneur un avis écrit au sujet des transactions de RTI que l'autorité des RTI souhaite valider. Une fois cet avis écrit soumis, l'entrepreneur dispose de 60 jours civils pour présenter une trousse d'information et la documentation à l'appui de ses revendications d'admissibilité. On encourage fortement les entrepreneurs à répondre en temps opportun puisqu'il leur appartient de s'assurer que l'information reçue par l'autorité des RTI est exacte et complète.
- 7.5.4. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure, pendant la période de validation d'un an, de démontrer l'admissibilité des RTI, la transaction de RTI ne sera pas admissible à un crédit de RTI et l'entrepreneur devra soumettre des transactions de remplacement.
- 7.5.5. Les entrepreneurs devraient noter que les transactions de RTI sont toutes assujetties à un rapport annuel et à une vérification avant que les crédits de RTI soient confirmés. Si de nouveaux faits sont soulevés lors de la vérification remettant sérieusement en question l'admissibilité d'une transaction de RTI, l'autorité des RTI examinera le tout dès que possible.

8. TRANSACTIONS DE RTI

8.1. Transactions de RTI directes

- 8.1.1. Les transactions de RTI directes sont celles qui portent sur l'obtention des produits et services nécessaires à la réalisation du Medium Range Radar Projet.
- 8.1.2. Des ressources canadiennes devraient être utilisées dans la plus grande mesure possible, pour élaborer, produire, intégrer et mener à bien le Medium Range Radar Projet.

8.2. Transactions de RTI indirectes

- 8.2.1. Les transactions de RTI indirectes sont celles qui portent sur des activités commerciales non liées au projet Medium Range Radar.
- 8.2.2. Les transactions de RTI indirectes doivent comprendre un niveau de technologie généralement le même ou plus élevé que celui du Medium Range Radar Projet, et donner

lieu à des applications dans les secteurs canadiens de technologie de pointe.

- 8.2.3. La valeur du contenu canadien (VCC) des transactions de RTI indirectes doit être d'au moins 30 p. 100 de la valeur totale de la transaction.

8.3. Transactions liées aux petites et moyennes entreprises (PME)

- 8.3.1. Les crédits de RTI d'une transaction de RTI dans le cadre de laquelle une PME est le bénéficiaire de la RTI, et la VCC du produit ou service de la PME est d'au moins soixante-dix (70) pour cent, seront crédités comme suit :

- 8.3.1.1. La partie de la VCC de la transaction égale ou inférieure à 1 000 000 \$ sera réputée avoir 100 p. 100 de VCC à des fins de rapport et de vérification;

- 8.3.1.2. Toute partie de la VCC de la transaction supérieure à 1 000 000 \$ utilisera la VCC réelle, calculée au moyen de l'article 6 (Valeur du contenu canadien).

8.4. Transactions avec des Investissements dans des établissements d'enseignement postsecondaire et des instituts de recherche publics

- 8.4.1. Les multiplicateurs peuvent s'appliquer : aux transactions de RTI qui comprennent une contribution en espèces à des universités canadiennes en vue de la recherche universitaire ou de la création d'une chaire universitaire, aux investissements dans le développement de compétences en technologie de pointe par l'entremise d'établissements d'enseignement postsecondaire publics, et à la recherche collaborative avec des instituts de recherche publics.

8.5. Transactions avec des consortiums

- 8.5.1. Dans tous les cas où l'entrepreneur ou sa partie admissible investit dans la recherche et le développement par le truchement d'un consortium, la méthode selon laquelle ces investissements seront crédités sera celle qui est détaillée dans la présente clause.

- 8.5.2. Portée : Un consortium doit comprendre :

- 8.5.2.1. l'entrepreneur ou sa partie admissible;

- 8.5.2.2. au moins une (1) entreprise canadienne;

- 8.5.2.3. au moins un (1) établissement canadien d'enseignement postsecondaire ou institut de recherche public.

- 8.5.2.4. La participation d'entreprise(s) étrangère(s) dans le consortium est permise. Les investissements combinés totaux des entreprises non-canadiennes ne peuvent dépasser cinquante (50) pour cent de la valeur du consortium.

- 8.5.2.5. L'entrepreneur ne peut pas déclarer que ses membres du consortium sont ses parties

admissibles au présent contrat.

- 8.5.2.6. Si une partie admissible au contrat participe au même consortium que l'entrepreneur, des feuilles de transaction de RTI distinctes décrivant la participation de l'entrepreneur et de la partie admissible dans le consortium doivent être présentées. L'entrepreneur et la partie admissible ne peuvent demander que les crédits de RTI associés aux contributions qu'ils ont mis à profit dans le consortium. En aucun cas l'entrepreneur et la partie admissible ne peuvent demander des crédits pour les mêmes contributions.
- 8.5.2.7. Les contributions au consortium peuvent prendre la forme de contributions en argent ou en nature. Dans le cas des contributions en nature, leur valeur doit être déterminée au moyen d'une évaluation par un tiers au contrat, et cette évaluation sera payée par l'entrepreneur.
- 8.5.2.8. Les ventes futures qui pourraient découler des activités du consortium ne seront pas prises en compte aux fins d'un crédit de RTI dans le cadre de la transaction de consortium. Advenant que l'entrepreneur acquière des produits et des services auprès du consortium, l'acquisition sera considérée comme une transaction de RTI distincte et aucun multiplicateur ne sera appliqué.
- 8.5.2.9. Lorsqu'il soumet une transaction de RTI pour le consortium, l'entrepreneur doit indiquer de quelle manière il propose de calculer la répartition entre les régions. L'entrepreneur peut répartir les engagements régionaux en fonction de l'origine du financement du consortium, en proportion du financement canadien total. Il peut aussi répartir les engagements régionaux en fonction du lieu où les travaux du consortium sont réalisés. Quel que soit le cas, une fois que l'entrepreneur aura choisi un mode de calcul de la répartition régionale, il devra le conserver.
- 8.5.2.10. En plus de démontrer que son investissement dans le consortium respecte tous les critères d'admissibilité des RTI, l'entrepreneur a aussi la responsabilité de démontrer en quoi sa participation au consortium a permis d'obtenir des investissements des autres parties concernées. Pour demander des crédits au regard des fonds investis par d'autres entreprises, l'entrepreneur doit démontrer que les fonds supplémentaires investis dans le consortium sont le résultat de sa participation. L'entrepreneur ne recevra pas de crédit de RTI pour les contributions déjà versées au consortium avant sa participation.
- 8.5.2.11. L'entrepreneur ne pourra pas recevoir de crédits de RTI pour les contributions obtenues par d'autres parties et appliquées à d'autres obligations de RTI. Dans le cas où plusieurs entrepreneurs qui ont des obligations de RTI participent au même consortium, chacun de ces entrepreneurs pourra recevoir des crédits de RTI au regard de leur propre contribution et de celles des membres qu'ils peuvent démontrer qu'ils ont convaincus de participer au consortium.

8.5.3. Évaluation aux fins du crédit de RTI

- 8.5.3.1. Dans un premier temps, la valeur initiale sera calculée, et sera la somme des éléments suivants :
- 8.5.3.1.1. la valeur des contributions en espèces versées par l'entrepreneur au consortium;
 - 8.5.3.1.2. la valeur des contributions en espèces des autres participants admissibles, jusqu'à concurrence du montant de la contribution de l'entrepreneur, manifestement obtenues grâce à la participation de l'entrepreneur au consortium.
- 8.5.3.2. Une fois la valeur initiale établie, l'entrepreneur pourra appliquer un multiplicateur à coefficient cinq (5) à cette valeur.
- 8.5.3.3. La valeur de toute contribution en nature serait ensuite ajoutée. Les contributions en nature ne sont pas admissibles à un multiplicateur.
- 8.5.4. Calendrier
- 8.5.4.1. Le crédit de RTI peut être demandé lorsque l'entrepreneur et les membres contribuent au consortium.
 - 8.5.4.2. Les crédits de RTI liés au consortium demandés par l'entrepreneur sont assujettis à un processus annuel de rapport, de vérification et d'approbation par l'autorité des RTI avant que les crédits de RTI soient approuvés.
- 8.5.5. Les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit de RTI :
- 8.5.5.1. Les contributions versées au consortium par des établissements d'enseignement postsecondaire ou des instituts de recherche publics;
 - 8.5.5.2. Les contributions directes versées au consortium par tous les ordres de gouvernement.
- 8.5.6. Garanties d'exécution
- 8.5.6.1. Les feuilles de transaction de RTI liées à un consortium devraient être indiquées dans la valeur multipliée des contributions proposées. Cette valeur multipliée fait partie de l'engagement total de l'entrepreneur au titre des RTI, et, à ce titre, est visée par les garanties d'exécution stipulées dans le présent contrat.
 - 8.5.6.2. Si l'entrepreneur ne parvient pas à réaliser une transaction de RTI acceptée à laquelle participe un consortium, la valeur « multipliée » totale de son engagement de RTI doit être constituée d'autres activités de RTI qui répondent aux critères d'admissibilité des RTI. Les transactions de remplacement ne seront pas automatiquement assujetties à un multiplicateur.

8.6. Transactions du Cadre d'investissement (CI)

- 8.6.1. Les transactions de RTI peuvent comprendre des investissements en R-D et en commercialisation effectués directement par l'entrepreneur avec une PME canadienne. Les méthodes visant à évaluer et créditer ces investissements sont décrites dans la présente clause.
- 8.6.2. Les activités du CI proposées seront examinées, approuvées et attribuées par l'autorité des RTI à l'aide du processus d'établissement d'étapes suivant :
 - 8.6.2.1. Étape 1 – Admissibilité – Fiche des modalités
 - 8.6.2.2. Étape 2 – Évaluation de l'investissement
 - 8.6.2.3. Étape 3 – Calcul des crédits de RTI et approbation de la feuille de transaction
 - 8.6.2.4. Étape 4 – Suivi et octroi des crédits de RTI
- 8.6.3. Étape 1, Admissibilité – Fiche des modalités – Les activités du CI proposées doivent répondre aux six critères d'admissibilité suivants :
 - 8.6.3.1. L'investissement doit être lié à des activités de recherche et développement (R-D) et/ou à des activités de commercialisation, au sens du présent contrat;
 - 8.6.3.2. L'investissement doit être réalisé dans une PME canadienne, au sens du présent contrat;
 - 8.6.3.3. L'investissement doit répondre aux critères des RTI, au sens du présent contrat;
 - 8.6.3.4. Il doit s'agir d'un investissement admissible, au sens du présent contrat;
 - 8.6.3.5. L'activité du CI doit être d'une durée d'au moins cinq (5) années consécutives, à partir de la date à laquelle l'investissement est effectué;
 - 8.6.3.6. Un plan d'activités du CI complet, au sens du présent contrat, doit être soumis à l'autorité des RTI.
- 8.6.4. Étape 2, Évaluation de l'investissement – Les activités du CI admissibles seront évaluées, à l'aide des méthodes suivantes :
 - 8.6.4.1. Les investissements en espèce admissibles seront acceptés tels quels;
 - 8.6.4.2. Les investissements en nature admissibles doivent être évalués par une tierce partie indépendante, conformément à l'article 1.1.21.
- 8.6.5. Étape 3, Calcul des crédits de RTI – Les multiplicateurs suivants s'appliqueront à la valeur de l'investissement du CI admissible :
 - 8.6.5.1. Argent pour des activités de R-D, ou licence de PI – neuf (9)

- 8.6.5.2. Argent pour acheter de l'équipement ou transfert en nature d'équipement – sept (7)
- 8.6.5.3. Transfert en nature de connaissances et/ou marketing/soutien aux ventes – quatre (4)
- 8.6.6. Étape 4, Suivi et octroi des crédits de RTI
- 8.6.6.1. Les crédits de RTI (calculés à partir des facteurs établis) résultant d'une activité du CI seront accordés en fonction du calendrier suivant :
- 50 p. 100 immédiatement, une fois l'investissement effectué, conformément au plan d'activités du CI, signalé à l'autorité des RTI, et vérifié par cette dernière;
 - 50 p. 100 répartis sur les années restantes du projet du CI, après la remise des rapports annuels du CI exigés.
- 8.6.6.2. L'entrepreneur sera considéré comme ayant respecté les exigences en matière de rapport annuel sur le CI de chaque année lorsqu'il :
- rendra compte de ses activités du CI au moyen des exigences en matière d'établissement de rapport annuel de RTI énoncées à l'article 3, « Rapports sur les RTI »;
 - inclura dans son rapport annuel sur les RTI de chaque année un rapport particulier et complet sur les activités du CI, au moyen du modèle fourni à l'annexe E du présent contrat, « Rapport d'activité annuel du CI ».
- 8.6.7. Le montant total des crédits de RTI associés aux activités du CI ne peut dépasser cinq (5) pour cent de la valeur totale de l'obligation de RTI dans le présent contrat, comme le précise l'article 2.1.1;
- 8.6.8. L'investissement doit être effectué dans les 12 mois suivant l'une des deux dates suivantes : l'approbation de la transaction finale par l'autorité en matière de RTI (contribution financière) ou la remise du rapport d'évaluation par une tierce partie (contribution non financière);
- 8.6.9. L'investissement doit profiter à la PME pendant au moins cinq (5) années consécutives et doit être utilisé aux fins décrites dans le plan d'activités du CI;
- 8.6.10. Les crédits de RTI peuvent être refusés ou révoqués par l'autorité en matière de RTI dans les circonstances suivantes :
- 8.6.10.1. incapacité de produire un « Rapport d'activité annuel du CI » complet et exact, pour chaque année du projet du CI;
- 8.6.10.2. retrait, en tout ou en partie, de la contribution consentie à la PME avant la fin des cinq années consécutives;

8.6.10.3. utilisation de l'investissement du CI à d'autres fins que celles décrites dans le plan d'activités du CI;

8.6.11. Un « guide du demandeur » est disponible sur le site Web des RTI (www.ic.gc.ca/rir). Il donne des renseignements supplémentaires à propos des processus, du calendrier et des livrables liés au CI. Le guide fournit également les modèles qui seront utilisés par l'entrepreneur ou sa partie admissible pendant le processus de soumission du CI.

8.7. Transactions liées à la coopération en matière de technologie et de compétences

8.7.1. Les transactions de RTI peuvent prendre la forme d'une coopération directe en matière de technologie et de compétences, et doivent respecter les critères suivants :

8.7.1.1. la technologie doit être suffisamment complète pour permettre au bénéficiaire canadien d'appliquer les connaissances à des produits ou à des processus nouveaux ou existants;

8.7.1.2. la technologie doit être exclusive, actuelle et à un niveau de technologie équivalent ou supérieur à celui utilisé dans le cadre du projet;

8.7.1.3. les licences et les permis requis pour faciliter la vente de produits ou de services sur les marchés intérieurs ou d'exportation doivent être fournis;

8.7.1.4. le cédant doit fournir l'aide et les conseils techniques requis pour exploiter et mettre à jour la technologie transférée et toute l'information qui y est associée (les dessins, les méthodes d'application, etc.);

8.7.1.5. l'entreprise canadienne doit avoir accès aux marchés intérieurs et extérieurs et disposer des ressources nécessaires pour exploiter la technologie sur ces marchés;

8.7.1.6. la technologie doit être exploitable, en ce sens que l'entreprise canadienne doit avoir les capacités (financières et techniques) d'utiliser et de mettre à jour la technologie;

8.7.1.7. à la demande de l'autorité des RTI, l'entrepreneur doit fournir l'entente conclue avec le bénéficiaire canadien. Le fait de ne pas fournir cette entente pourrait entraîner le rejet de la transaction de RTI liée à la coopération en matière de technologie.

8.7.2. La valeur du contenu canadien (VCC) de la coopération en matière de technologie et de compétences sera mesurée au moyen des ventes futures, des ventes à l'exportation ou du remplacement d'importations, des biens ou services effectués par l'entreprise canadienne par suite de la coopération en matière de technologie et de compétences. De plus, l'entrepreneur peut se voir octroyer un crédit pour les frais raisonnables engagés dans le cadre d'une coopération en matière de technologie et de compétences lorsque les résultats des ventes futures dépassent les coûts associés à la coopération en matière de technologie et de compétences. Les frais raisonnables engagés comprennent :

- 8.7.2.1. les frais de formation;
- 8.7.2.2. les coûts de mise en place de l'infrastructure nécessaire pour exploiter la technologie;
- 8.7.2.3. tous les autres frais considérés comme raisonnables par l'autorité en matière de RTI.
- 8.7.3. Les RTI sous forme de coopération en matière de technologie et de compétences avec des entreprises canadiennes peuvent comprendre, sans s'y limiter, les activités suivantes :
 - 8.7.3.1. la participation à la conception, au développement et à la fabrication de systèmes nouveaux ou améliorés;
 - 8.7.3.2. la fourniture de nouvelles technologies de systèmes qui amélioreront les capacités de l'industrie canadienne en ce qui concerne leurs gammes actuelles de produits et leur potentiel d'exportation;
 - 8.7.3.3. la fourniture de licences qui permettront aux entreprises canadiennes de fabriquer des composants, nouveaux ou existants, de systèmes importants en vue de la vente à l'exportation ou du remplacement des importations.

8.8. Transaction liées aux investissements généraux

- 8.8.1. Les transactions de RTI peuvent comprendre des activités comme des investissements au Canada. Outre le respect des critères d'admissibilité des RTI, les investissements doivent être effectués directement par l'entrepreneur ou les parties admissibles et engagés directement dans l'entreprise bénéficiaire canadienne.
- 8.8.2. L'entrepreneur se verra octroyer un crédit pour la VCC des ventes futures réalisées par le bénéficiaire des RTI à la suite de l'investissement particulier. De plus, l'entrepreneur se verra également octroyer un crédit pour le montant de l'investissement en soi, lorsque les résultats des ventes futures du bénéficiaire dépasseront le montant de l'investissement initial. Une fois que les crédits de RTI acceptés dépassent le montant de l'investissement total, le crédit pour les ventes futures sera établi au prorata en multipliant le montant des ventes applicables selon le ratio d'investissement direct de l'entrepreneur dans l'entreprise par rapport à son capital investi lors de l'investissement.
- 8.8.3. Crédit des ventes futures =

Ventes applicables	X	Investissement direct de l'entrepreneur dans <u>l'entreprise du bénéficiaire canadien</u> Capital investi du bénéficiaire canadien lors de cet investissement
--------------------	---	--
- 8.8.4. L'investissement ne doit pas être sous la forme d'un prêt ou servir à l'achat de débiteures.
- 8.8.5. L'investissement effectué par l'entrepreneur ou les parties admissibles doit demeurer dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans à compter de la

date de placement des fonds dans l'entreprise. En cas de non-respect de cette disposition, l'autorité en matière de RTI récupéra immédiatement tous les crédits RTI approuvés pour la transaction de RTI. Aucun autre crédit RTI ne sera approuvé pour cette transaction particulière.

- 8.8.6. Si l'entrepreneur ou une partie admissible investit dans ses propres installations au Canada, l'investissement et les ventes supplémentaires découlant de cet investissement peuvent être admissibles à un crédit de RTI à condition que l'investissement réponde aux critères d'admissibilité des RTI. On tentera de déterminer si l'investissement se traduit par un avantage pour le Canada et n'entraîne pas la surcapacité ou la fermeture des entreprises existantes ni la diminution du chiffre d'affaires prévu des entreprises canadiennes.
- 8.8.7. Le capital servant à l'acquisition d'une entreprise canadienne qui est considérée comme une « entreprise en exploitation » ne constitue pas un investissement admissible aux fins des RTI. Si l'investissement vise une entreprise canadienne qui a fait usage des lois canadiennes sur la faillite, il peut être pris en compte aux fins des RTI.
- 8.8.8. Les transactions en matière d'investissement peuvent également comprendre ce qui suit :
 - 8.8.8.1. l'établissement ou l'amélioration d'une installation ou d'un projet au Canada qui permettra le développement des secteurs de technologie de pointe et la création de capacités inexistantes au Canada. On tentera de déterminer si l'investissement n'entraîne pas la surcapacité ou la fermeture des entreprises existantes ni la diminution du chiffre d'affaires prévu des entreprises canadiennes;
 - 8.8.8.2. la création de coentreprises avec des entreprises canadiennes, ce qui contribuera à la viabilité à long terme de celles-ci et augmentera leurs ventes sur les marchés tant national qu'internationaux.

8.9. Transactions avec des Fonds de capital-risque

- 8.9.1. Cette clause explique la méthode de calcul des crédits pour les investissements où l'entrepreneur ou la partie admissible n'investit pas directement dans l'entreprise du bénéficiaire canadien, mais qu'il fait appel à un tiers pour la gestion de ces investissements. Tout organisme de gestion des investissements, qu'il s'agisse entre autres d'une banque, d'une société de fiducie, d'un fonds de capital-risque ou d'une société de placement, ne sera pas une partie admissible au contrat, mais sera réputé être un tiers. Une partie de l'investissement de l'entrepreneur peut provenir de placements effectués dans un fonds de capital-risque (FCR) visant à favoriser la croissance des petites entreprises canadiennes grâce au développement et à l'exploitation de nouvelles technologies. Le crédit de RTI multiplié pour ces investissements ne doit pas dépasser 5 p. 100 de la valeur de l'engagement de RTI. Les contributions visant à aider les petites entreprises canadiennes sont autorisées selon les paramètres suivants :
- 8.9.2. Calendrier :

- 8.9.2.1. Les crédits de RTI peuvent être demandés :
- 8.9.2.1.1. lorsque l'entrepreneur fait une contribution financière dans un FCR admissible. À ce moment-ci, seule la valeur nominale de la contribution, en dollars canadiens, peut être considérée aux fins des RTI;
- 8.9.2.1.2. lorsque le gestionnaire du FCR investit les fonds dans une petite entreprise canadienne et que les fonds demeurent engagés dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans, à partir de la date de placement des fonds. Sinon, l'autorité des RTI annulera immédiatement tous les crédits de RTI demandés ou approuvés pour la transaction de RTI visée;
- 8.9.2.2. avant d'être acceptés, tous les crédits de RTI relatifs à des FCR, demandés par l'entrepreneur, sont assujettis à la vérification et à l'approbation de l'autorité en matière de RTI.
- 8.9.3. Portée :
- 8.9.3.1. Les petites entreprises bénéficiaires (fermées) des investissements d'un FCR doivent compter au plus 50 employés (industries de services) ou au plus 100 employés (industries de fabrication) au début de l'investissement;
- 8.9.3.2. Les investissements initiaux par le gestionnaire du FCR, y compris les co-investissements, dans les petites entreprises admissibles ne peuvent pas dépasser un million de dollars;
- 8.9.3.3. Généralement, les petites entreprises bénéficiaires des RTI s'occupent du développement, de la fabrication ou de la commercialisation de produit ou de service de technologie de pointe dans l'un des secteurs suivants :
- sciences de la vie (biotechnologie, matériel médical et produit pharmaceutique), santé
 - matériaux de pointe
 - fabrication de pointe
 - environnement
 - technologies de l'information et des communications
 - aérospatiale et défense
- 8.9.3.4. Seuls les FCR inscrits et gérés au Canada (ou les tiers) qui soutiennent les secteurs d'activité ci-dessus sont acceptés. L'entrepreneur devra fournir la preuve qu'un pourcentage élevé des investissements effectués par le fonds retenu est engagé dans les entreprises œuvrant dans les secteurs indiqués ci-dessus.
- 8.9.4. Multiplicateur aux fins du crédit de RTI
- 8.9.4.1. Le multiplicateur aux fins du crédit de RTI est de 5 pour 1 (5:1). Le crédit de RTI pour la contribution initiale sera accordé au moment du dépôt des fonds dans le FCR

par l'entrepreneur. Le crédit de RTI pour les multiplicateurs restants sera offert lorsque le gestionnaire du FCR ou le gestionnaire des investissements de la tierce partie affecte les fonds à une petite entreprise canadienne et que les fonds y demeurent engagés pendant au moins trois (3) ans, à partir de la date de placement des fonds. Le crédit de RTI multiplié maximum pour le projet se chiffre à 5 p. 100 de la valeur des engagements de RTI.

8.9.5. Limite des investissements par une tierce partie ou un fonds de capital-risque pour les petites entreprises

8.9.5.1. Lorsqu'une petite entreprise atteint le stade du premier appel public à l'épargne, l'autorité des RTI n'accordera aucun autre crédit de RTI pour d'autres investissements effectués dans cette entreprise par un FCR.

8.9.6. Garanties d'exécution

8.9.6.1. La valeur multipliée des contributions proposées au FCR figure sur les feuilles de transaction de RTI liées à un FCR admissible. Cette valeur multipliée fait partie de l'engagement total de l'entrepreneur au titre des RTI, et, à ce titre, est visée par les garanties d'exécution stipulées dans le présent contrat.

8.9.6.2. Si l'entrepreneur n'exécute pas la transaction de RTI acceptée à laquelle participe un FCR, la valeur totale « multipliée » de son engagement de RTI doit être complétée par d'autres activités de RTI qui répondent aux critères d'admissibilité des RTI. Le multiplicateur ne s'applique pas aux transactions de remplacement.

9. PLANS STRATÉGIQUES

9.1. Les obligés importants à l'égard du Canada sont tenus de soumettre un Plan stratégique à l'autorité des RTI.

9.2. L'entrepreneur et l'autorité des RTI se rencontreront régulièrement pour mettre à jour le Plan stratégique de l'entreprise, l'examiner et en discuter. Les représentants aux niveaux supérieurs de l'entreprise et d'Industrie Canada seront disponibles pour ces réunions.

9.3. Le Plan stratégique de l'entreprise devrait comprendre :

9.3.1. une description des plans globaux et de la vision stratégique globale de l'entrepreneur au Canada à moyen terme (3-5 ans) et à long terme (plus de 5 ans);

9.3.2. la façon dont ces plans d'entreprise et cette vision peuvent se traduire en activités de RTI;

9.3.3. un aperçu des obligations de RTI actuelles et prévues de l'entrepreneur à l'égard du Canada;

9.3.4. les partenariats de RTI établis avec les fournisseurs de niveau un ou d'autres parties admissibles.

- 9.3.5. un avis sur les transactions de RTI éventuelles qui pourraient être regroupées.
- 9.4. Les entrepreneurs qui ont des obligations de RTI multiples totalisant moins d'un milliard de dollars peuvent aussi soumettre un Plan stratégique à l'autorité des RTI. Toutefois, ni l'autorité des RTI ni l'entrepreneur ne seront tenus de se rencontrer pour discuter du Plan stratégique.
- 9.5. Les entrepreneurs qui soumettent un Plan stratégique peuvent être autorisés à « regrouper » des activités de RTI commerciales stratégiques à valeur élevée.
- 9.6. Les transactions de RTI regroupées doivent répondre aux critères suivants :
- 9.6.1. respecter tous les critères d'admissibilité aux RTI décrits dans l'article 7 (Critères d'admissibilité des transactions de RTI);
- 9.6.2. avoir une valeur de plus de 100 millions de dollars, mesurée en VCC;
- 9.6.3. donner lieu à une incidence à long terme sur le bénéficiaire canadien, y compris le soutien de la R-D, le premier achat de technologies canadiennes innovatrices, le leadership sur le marché, un mandat de produit mondial, des activités de chaîne de valeur mondiale ou le progrès technologique.
- 9.7. L'entrepreneur doit clairement décrire et documenter la façon dont une transaction de RTI proposée pour le regroupement répond aux critères énoncés à l'article 9.6.
- 9.8. Les renseignements sur les activités de l'entreprise compris dans le Plan et leur réception, leur conservation et leur protection sont régies par les lois et processus fédéraux applicables, comme la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, et la *Loi constituant Bibliothèque et Archives du Canada*.

10. COMMANDES VALIDES

- 10.1. La mesure dans laquelle chaque transaction de RTI sera admissible dépendra uniquement des commandes ou des contrats valides exécutés avant la fin de la période de réalisation des RTI.

11. MISE EN BANQUE

- 11.1. Les transactions de RTI mises en banque peuvent comprendre au total 50 p. 100 de la valeur de l'engagement de RTI.
- 11.2. La valeur totale en VCC d'une transaction de RTI mise en banque, et non seulement d'une partie de celle-ci, peut être appliquée à une seule transaction de RTI en vertu du contrat.
- 11.3. Chaque transaction doit être clairement étiquetée comme étant une transaction de RTI mise en banque. La transaction de RTI mise en banque doit contenir les renseignements exacts,

tels qu'ils ont été communiqués à la Banque des RTI.

- 11.4. L'échange et/ou le transfert entre les entreprises de transactions mises en banque ne sont pas autorisés.

12. REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS

- 12.1. Le remplacement d'importation attribuable à un transfert de travaux au Canada peut être comptabilisé aux fins des RTI.

13. MANDAT DE PRODUIT MONDIAL

- 13.1. Lorsqu'un produit conçu, développé et fabriqué par une entreprise canadienne fait l'objet d'un mandat de produit mondial et qu'il est reconnu comme tel dans la transaction de RTI indirecte, qu'il existe une relation à long terme entre l'entrepreneur ou une partie admissible et une entreprise canadienne, grâce à laquelle l'entreprise canadienne a été autorisée légalement à mener les activités susmentionnées, et que la VCC du produit se révèle égale ou supérieure à 70 p. 100, la valeur totale du contrat de la transaction sera réputée être la VCC.

14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

- 14.1. On encourage l'entrepreneur, ses parties admissibles, et/ou les bénéficiaires des RTI à être aussi transparents que possible relativement à leurs plans, obligations, et transactions de RTI, en les mettant à la disposition du public lorsque cela est possible.
- 14.2. Dans les efforts susmentionnés pour assurer la transparence, l'entrepreneur et l'autorité des RTI coordonneront conjointement les communications publique liées au Medium Range Radar Projet. Ces deux parties collaboreront aussi afin de déterminer l'incidence des RTI et d'identifier les réussites.
- 14.3. L'entrepreneur consent à des annonces publiques liées aux obligations de RTI du Medium Range Radar Projet, qui a fait par le Ministre de l'industrie, qui comprennent i) les engagements de RTI et ii) les transactions de RTI qui portent sur des activités opérationnelles découlant d'un contrat signé ou d'un protocole d'entente entre l'obligé de RTI et le bénéficiaire des RTI. Ces annonces comprendraient le nom des entreprises, la description générale des travaux proposés et l'estimation de la VCC. En pareille situation, l'autorité des RTI déploiera tous les efforts raisonnables pour s'assurer que l'entrepreneur a la possibilité de participer aux annonces et/ou à la préparation de tout document connexe.
- 14.4. Pour toutes les autres communications publiques liées aux activités de RTI du Medium Range Radar Projet, des ébauches d'annonces et de leur calendrier de publication seront livrés par l'une des parties à l'autre dès que cela est raisonnablement possible, mais en tout cas avant la date de publication proposé. Chaque partie mettra tout en œuvre pour informer les autres, et chercher à régler des objections, sur le contenu ou le moment de l'annonce proposée.
- 14.5. Rien dans le présent article 14 ne sera interprété comme empêchant l'accomplissement par

toute entreprise impliquée dans l' obligation ou l'activité de RTI de ses obligations d'information en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

15. MODIFICATION D'UNE TRANSACTION DE RTI

15.1. L'entrepreneur ne doit pas modifier les engagements de RTI indiqués à l'annexe A à moins que :

15.1.1. l'entrepreneur n'ait présenté une proposition de modification à l'autorité des RTI par l'entremise de l'autorité contractante;

15.1.2. l'autorité des RTI n'ait donné, par l'entremise de l'autorité contractante, son approbation écrite à l'entrepreneur et qu'elle ait demandé à l'autorité contractante de modifier le contrat en conséquence.

15.2. L'entrepreneur peut proposer la modification ou le remplacement de l'une ou l'autre des transactions de RTI indiquées à l'annexe A, et l'autorité des RTI peut accepter ces propositions si, à son avis :

15.2.1. les circonstances à l'origine de la modification sont exceptionnelles et pourraient causer des difficultés indues à l'entrepreneur si aucune modification n'est apportée;

15.2.2. les obligations relatives à l'énoncé des travaux dans le cadre du présent contrat sont maintenues, c.-à-d. que tous les engagements à l'égard des régions et des petites et moyennes entreprises sont maintenus;

15.2.3. les modifications ou les remplacements proposés répondent aux critères d'admissibilité des RTI énoncés dans le présent contrat;

15.2.4. la valeur de la transaction de RTI proposée en remplacement n'est pas inférieure à celle de la transaction de RTI à remplacer pour ce qui est de la VCC et du niveau de savoir-faire technologique associé aux travaux à exécuter;

15.2.5. l'industrie canadienne bénéficiera de retombées directes maximales, de grande qualité et à faible risque, par suite de la réalisation des travaux;

15.2.6. l'industrie canadienne bénéficiera de retombées indirectes, de grande qualité et à faible risque, du même niveau technologique que les retombées directes.

15.3. Réductions mutuelles et l'échange

15.3.1. Réduction mutuelle désigne une réduction de l'obligation de RTI de l'entrepreneur en échange de la réduction des obligations d'une entreprise canadienne à l'égard d'une autorité de compensation étrangère.

15.3.2. Les réductions mutuelles ne sont pas autorisées.

15.3.3. Les échanges d'obligations de RTI ou de crédits de RTI ne sont pas autorisés.

16. VÉRIFICATION ET ACCÈS AUX DOCUMENTS

- 16.1. L'entrepreneur doit mettre en œuvre les pratiques et les procédures liées aux RTI, comme elles sont décrites dans le Plan de gestion des RTI. Toutes les modifications apportées au Plan de gestion des RTI nécessitent l'approbation de l'autorité des RTI.
- 16.2. L'entrepreneur doit conserver les documents appropriés et toute la documentation relative aux transactions de RTI jointes au présent contrat, y compris les factures, les preuves de paiement, etc. L'entrepreneur ne doit pas, sans l'approbation écrite de l'autorité des RTI, disposer de ces documents ou de cette documentation dans les deux (2) ans qui suivent le paiement final versé dans le cadre du présent contrat ou le règlement des demandes ou des différends en suspens, selon la dernière éventualité. En tout temps durant la période de conservation indiquée ci-dessus, ces documents et cette documentation doivent être accessibles aux fins de vérification, d'inspection et d'examen par l'autorité des RTI ou son délégué, qui pourront faire des copies de ces documents et en tirer des extraits.
- 16.3. De plus, l'autorité des RTI peut demander de temps à autre à l'entrepreneur de lui transmettre par courriel ou courrier des copies de tous ces renseignements, à titre d'échantillon aléatoire des transactions de RTI.
- 16.4. Si l'autorité des RTI détermine que l'information contenue dans le rapport annuel sur les RTI et attestée par le certificat de conformité doit être vérifiée, l'entrepreneur doit permettre à l'autorité des RTI d'avoir accès, à tout moment raisonnable après un avis de 60 jours civils, à ses comptes et aux documents visés. L'entrepreneur doit également, en prévoyant les mêmes engagements dans les contrats de sous-traitance des parties admissibles, prendre les mêmes dispositions en ce qui concerne les sous-traitants et les fournisseurs chargés de l'exécution des travaux.
- 16.5. Lorsque, par suite de la vérification effectuée conformément à cette clause, l'autorité des RTI détermine que les documents sont insuffisants pour permettre la vérification des réalisations de l'entrepreneur dans le cadre de tout engagement de RTI, l'entrepreneur doit fournir les renseignements supplémentaires demandés par l'autorité des RTI.
- 16.6. Lorsqu'il est impossible de vérifier si une transaction de RTI a permis d'obtenir les RTI déclarées, la partie des transactions de RTI qui ne peut pas être vérifiée sera considérée comme non réalisée, et l'autorité des RTI en informera l'entrepreneur par l'entremise de l'autorité contractante.
- 16.7. Si l'autorité des RTI détermine qu'il existe une insuffisance importante par rapport à l'engagement total de l'entrepreneur relativement aux RTI et qu'elle considère que l'entrepreneur ne respectera pas cet engagement, elle peut, par l'intermédiaire de l'autorité contractante, aviser l'entrepreneur et lui demander de présenter une proposition sur la manière dont il entend corriger ces lacunes. L'entrepreneur présentera sa proposition dans les soixante (60) jours civils suivant la réception de cet avis. Si l'autorité des RTI juge la proposition inacceptable, elle peut demander à l'autorité contractante de résilier le contrat.

17. GESTION DE L'INFORMATION

- 17.1. L'ensemble de l'information de l'entrepreneur liée aux obligations de RTI, aux activités, et aux réalisations est considérée par l'autorité de RTI comme de l'information mise à la disposition du Parlement et du public.
- 17.2. Les renseignements propres à l'entrepreneur qui sont de nature commerciale et transactionnelle, qui sont fournis à l'autorité des RTI dans le contexte du présent contrat et/ou par l'entremise d'un Plan stratégique, et leur réception, leur conservation et leur protection sont régies par les lois et processus fédéraux applicables, comme la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi constituant Bibliothèque et Archives du Canada*.
- 17.2.1. Ces données peuvent être utilisées par l'autorité des RTI à des fins d'analyse de politique interne. Certaines informations pertinentes peuvent également être partagées, sous réserve des lois et des processus applicables, avec d'autres organismes gouvernementaux avec lesquels l'autorité de RTI collabore à l'administration de la Politique des RTI, tels que les organismes de développement régional.

18. RÉSOLUTION DE CONFLITS

- 18.1. L'autorité des RTI et l'entrepreneur reconnaissent qu'ils ont conclu une entente contractuelle à long terme, dans le but que l'entrepreneur respecte les obligations de RTI énoncées dans la présente, offre des avantages économiques à long terme au Canada, et exécute efficacement les modalités du présent contrat.
- 18.2. Des valeurs et approches communes orientent cette relation à long terme, comme la responsabilité mutuelle, la communication ouverte, le respect mutuel, et la collaboration efficace. La relation comprendra des responsables au niveau du projet (c.-à-d. gestionnaires des RTI et de contrats) et au niveau de la gestion (c.-à-d. département et de direction). Les discussions seront fréquentes et continues, pendant la durée du contrat.
- 18.3. Si un désaccord survient entre l'autorité des RTI et l'entrepreneur relativement à une question de RTI, chaque partie communiquera ses préoccupations à l'autre partie aux fins de discussion et de résolution. On encourage les parties à soulever leurs préoccupations en premier lieu au niveau du projet. Si les discussions au niveau du projet ne permettent pas de régler le problème, on encourage les parties à s'engager au niveau de la gestion. Si ces discussions ne permettent pas d'obtenir une solution satisfaisante, chaque partie est libre d'utiliser le processus de règlement des différends plus vaste décrit au contrat.

19. GARANTIES D'EXÉCUTION

- 19.1. La relation à long terme entre l'entrepreneur et l'autorité des RTI est appuyée par plusieurs processus visant à promouvoir un engagement régulier et continu entre les deux parties. Ces processus comprennent le calendrier de détermination des RTI énoncé à l'article 2 et le processus de rapports annuels énoncé à l'article 3. Ensemble, ces mesures de surveillance et

toute autre mesure visent à favoriser l'engagement positif, l'utilisation des meilleures pratiques, et la réalisation des obligations de RTI de l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat.

19.2. Dans l'éventualité peu probable que l'entrepreneur ne respecte pas ses obligations de RTI dans le cadre du présent contrat, les garanties d'exécution suivantes sont en place :

19.2.1. Retenue/arrêt des paiements

19.2.1.1. Si, à la fin de la deuxième période de rapport de RTI, il est confirmé par la présentation et l'examen des transactions que l'entrepreneur n'est pas parvenu à respecter les exigences, comme il est indiqué dans l'article 2.1.7, le paiement de l'étape 13 sera retenu par la Couronne.

19.2.1.2. En ce qui concerne la retenue énoncée au paragraphe 19.2.1.1, une période de grâce de trente (30) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité en matière de RTI, s'écoule avant que la retenue ne prenne effet. Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives.

19.2.1.3. Si, à la fin de la quatrième période de rapport des RTI, il est confirmé par la présentation et l'examen des transactions que l'entrepreneur n'est pas parvenu à respecter les exigences, comme il est indiqué dans l'article 2.1.8, le Canada interrompra les paiements prévus au contrat jusqu'à ce que la situation ait été corrigée.

19.2.1.4. En ce qui a trait à la suspension du paiement énoncée au paragraphe 19.2.1.3, une période de grâce de trente (30) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité en matière de RTI, s'écoule avant que la suspension du paiement ne prenne effet. Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives.

19.2.2. Dommages-intérêts

19.2.2.1. S'il n'a pas réalisé tous les engagements prévus aux clauses 2.1.1 à 2.1.6 (Énoncé des travaux de RTI – Engagements et responsabilités en matière de RTI) à la fin de la période de réalisation des RTI, l'entrepreneur doit verser au Canada des dommages-intérêts liquidés équivalant à 10 p. 100 de la valeur de l'insuffisance.

19.2.2.2. Dans le cas où des dommages-intérêts liquidés concernent plusieurs engagements en matière de RTI, l'entrepreneur sera responsable uniquement à l'égard de l'engagement qui entraîne les dommages-intérêts liquidés les plus élevés.

19.2.2.3. L'ensemble des engagements en matière de RTI comprend les engagements non déterminés.

19.3. Lorsque le contrat est résilié pour manquement conformément de la part de l'entrepreneur, l'entrepreneur versera immédiatement au Canada un montant équivalant aux

dommages-intérêts liquidés payables conformément à la clause 19.2.2.1, en fonction du manquement à l'égard des engagements qui, selon l'annexe A (Plans et transactions), devaient être réalisés avant la date de résiliation. Une fois le paiement versé, l'entrepreneur n'aura aucune autre responsabilité à assumer à l'égard des exigences du présent contrat en matière de RTI.

- 19.4. Lorsque le contrat est résilié pour des raisons de commodité, l'entrepreneur n'aura aucune autre obligation. Dans le cas d'une résiliation partielle du contrat, conformément à la clause A, l'entrepreneur sera libéré des parties résiliées de ses engagements et ne sera plus assujéti aux dispositions de l'article 2 (Énoncé des travaux – Engagements et responsabilités en matière de RTI) concernant les parties résiliées.
- 19.5. Si, durant le déroulement du contrat, une modification des travaux apportée par la Couronne fait en sorte que l'entrepreneur n'est plus en mesure de s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne et que, en conséquence, les engagements indiqués dans l'Énoncé des travaux de RTI ne peuvent plus être respectés, l'entrepreneur doit immédiatement en aviser l'autorité des RTI par l'intermédiaire de l'autorité contractante. L'entrepreneur doit décrire en détail le problème, fournir toutes les données à l'appui, y compris un exposé complet des tentatives pour acheter de sources canadiennes et les réponses des fournisseurs canadiens, ainsi qu'une analyse des facteurs techniques, commerciaux ou autres qui expliquent son incapacité à s'approvisionner au Canada.
- 19.6. L'obligation de l'entrepreneur de payer des dommages-intérêts conformément à la clause 19.2.2.1 sera exécutée à la suite d'un avis signé soit par le ministre ou le sous-ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. L'avis, transmis à l'entrepreneur, indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses engagements durant la période de réalisation des RTI, que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts conformément à la clause sur les dommages-intérêts.
- 19.7. Lettre de crédit : Avant d'avoir droit au dernier paiement d'étape versé par le Canada après l'achèvement des travaux, l'entrepreneur doit fournir au Canada une garantie sous forme de lettre de crédit, couvrant la somme qui pourrait être exigible à titre de dommages-intérêts, conformément à la clause des dommages-intérêts, si l'entrepreneur n'obtient pas d'autres crédits de RTI après la date du dernier paiement d'étape. Cette lettre de crédit doit être :
 - 19.7.1. émise par une institution financière membre de l'Association canadienne des paiements;
 - 19.7.2. jugée satisfaisante par le ministre en ce qui a trait à la forme et au fond;
 - 19.7.3. établie aux seuls frais de l'entrepreneur;
 - 19.7.4. annulée selon ce qui est établi ci-dessous;
 - 19.7.5. inconditionnelle et irrévocable;
 - 19.7.6. assujéti aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), définies dans la publication no 600, juillet

2007.

19.8. La lettre de crédit doit demeurer en vigueur jusqu'à la première des éventualités suivantes :

19.8.1. la réalisation des engagements;

19.8.2. six mois après la présentation du rapport final sur les RTI, moment où la lettre de crédit sera annulée en entier et retournée par le Canada à l'entrepreneur.

19.9. L'obligation de paiement de la part de l'institution financière en conformité avec la lettre de crédit sera exécutée à la suite d'un avis signé soit par le ministre ou le sous-ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. L'avis, transmis à la banque émettrice, indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses engagements durant la période de réalisation des RTI, que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts conformément à la clause sur les dommages-intérêts et que l'entrepreneur n'a pas versé au Canada les dommages-intérêts conformément à cette même clause. Aucun autre événement n'exigera un paiement relativement à la lettre de crédit.

19.10. Conformément à cet article, l'autorité contractante aura le droit en tout temps de retenir, de rembourser, de déduire et de compenser les sommes dues par la Couronne à l'entrepreneur et les dommages exigibles dans le cadre du contrat qui égalent 10 p. 100 de la valeur du manquement.

19.11. Rien dans cet article ne sera interprété comme une limitation des droits et des recours dont dispose par ailleurs l'autorité contractante en ce qui a trait à toute dérogation au présent article de la part de l'entrepreneur, y compris le droit de résilier le contrat pour défaut.

19.12. Les dommages réels que subirait le Canada dans le cas où l'entrepreneur dérogerait aux dispositions du présent contrat sur les engagements en matière de VCC seraient pratiquement impossibles ou extrêmement complexes à calculer ou à évaluer sur le plan commercial; les parties conviennent donc que les dispositions touchant aux dommages-intérêts constituent la meilleure évaluation juste et raisonnable de tels dommages réels et que les moyens prévus aux présentes pour exécuter et percevoir les dommages-intérêts sont également justes et raisonnables.

20. RESPONSABILITÉS DES PARTIES

20.1. Les parties au présent contrat conviennent de ce qui suit :

20.1.1. Le Canada est responsable de mettre en place des programmes et des politiques qui favorisent l'essor d'une économie canadienne concurrentielle et axée sur le savoir, ainsi que d'établir des objectifs en matière de RTI qui comprennent :

20.1.1.1. la création et l'exploitation à long terme des capacités, des connaissances, des technologies de pointe et des marchés ayant un effet durable sur l'industrie canadienne;

- 20.1.1.2. l'utilisation de technologies de pointe, améliorent la capacité canadienne d'entreprendre d'autres travaux de nature analogue, et contribuent de façon positive à la viabilité, à la croissance, à l'innovation, à la croissance des exportations et au développement du bénéficiaire canadien de RTI;
- 20.1.1.3. la promotion de la participation des entreprises canadiennes dans les régions désignées du Canada, ce qui apporte des modifications à leur capacité, leur compétitivité internationale et leur potentiel de croissance;
- 20.1.1.4. la promotion de la participation des PME canadiennes comme fournisseurs pour les gros achats fédéraux et l'augmentation de leur accès au marché de l'exportation.
- 20.1.2. L'attribution du présent contrat à l'entrepreneur découle d'un processus concurrentiel dans le cadre duquel l'entrepreneur s'est engagé à respecter les engagements en matière de VCC exposés dans l'article 2, Énoncé des travaux – Engagements et responsabilités en matière de RTI; et
- 20.1.3. Il incombe à l'entrepreneur de faire en sorte qu'il soit en mesure d'exécuter les transactions de RTI et qu'elles ne soient pas limitées par les lois, règlements, politiques ou normes applicables.

21. ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 21.1. Il incombe à l'entrepreneur de se familiariser avec les ministères et les organismes gouvernementaux, dont les suivants qui sont responsables du développement industriel et régional : Industrie Canada, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO), l'organisme de développement régional fédéral pour le Nord de l'Ontario (FedNor), l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario), Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC-Q), l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), et l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor).

22. RESPECT DE LA LOI SUR LE LOBBYING

- 22.1. L'entrepreneur et ses parties admissibles déclarent, garantissent et entreprennent ce qui suit :
 - 22.1.1. qu'ils ont transmis en vertu de la *Loi sur le lobbying* toutes les déclarations nécessaires à l'égard des personnes employées par eux qui communiquent ou organisent des réunions avec des titulaires de charge publique dans le cadre de leurs fonctions, et qu'ils continueront de les transmettre;
 - 22.1.2. qu'ils n'ont pas passé de contrat avec personne pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique contre une rémunération qui est ou serait conditionnelle de quelque façon que ce soit au succès d'une telle personne à organiser des réunions avec des titulaires de charge publique, ou à l'approbation et à l'octroi d'un crédit de RTI en vertu du présent contrat;

- 22.1.3. qu'ils ne passeront pas de contrat avec personne pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique contre une rémunération qui est ou serait conditionnelle au succès d'une telle personne à organiser des réunions avec des titulaires de charge publique, ou à l'approbation et à l'octroi d'un crédit de RTI en vertu du présent contrat;
- 22.1.4. que toutes les personnes avec qui ils ont passé un contrat pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique à l'égard du présent contrat respectent intégralement les exigences en matière d'enregistrement et les autres exigences de la *Loi sur le lobbying*;
- 22.1.5. qu'ils s'assureront en tout temps que toutes les personnes avec qui ils ont passé un contrat pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique à l'égard du présent contrat respectent intégralement les exigences de la *Loi sur le lobbying*.
- 22.2. Lorsqu'ils soumettent un rapport annuel sur les RTI, l'entrepreneur et ses parties admissibles doivent fournir à l'autorité des RTI un certificat de conformité relatif au lobbying, signé par un dirigeant principal de l'entreprise qui sont autorisé de l'engager. Le modèle de certificat de conformité se trouve à l'annexe B.

23. HONORAIRES CONDITIONNELS/DE SUCCÈS

- 23.1. L'entrepreneur ne doit pas verser ou accepter de verser à une personne, une entreprise ou une entité un paiement conditionnel à l'approbation d'un crédit de RTI par l'autorité des RTI en vertu du présent contrat, ou parce que l'entité a réussi à organiser des rencontres avec des titulaires de charge publique.

24. LISTE DES PARTIES ADMISSIBLES APPROUVÉES

- 24.1. Les parties admissibles dans le cadre du présent contrat comprennent les entreprises et leurs coordonnées indiquées ci-dessous :

(La liste sera jointe une fois que le contrat aura été octroyé.)

25. LISTE DES PLATEFORMES DE LA CHAÎNE DE VALEUR MONDIALE APPROUVÉES

- 25.1. Les plateformes approuvées pour la CVM sont énumérées ci-dessous :

(La liste sera jointe une fois que le contrat aura été octroyé.)

ANNEXE A – PLANS ET TRANSACTIONS

Plans relatifs aux RTI – doivent être tirés de la proposition de RTI de l'entrepreneur

Transactions de RTI – une liste détaillée et un tableau doivent être joints, en fonction de la proposition de RTI de l'entrepreneur, et doivent ensuite être mis à jour tout au long de la période de réalisation des RTI

Fournir une mise à jour sur l'état des obligations PV de l'entrepreneur

PARTIE B – Pour chaque transaction de RTI faisant l'objet d'un rapport, décrire:

Une mise à jour sur toute modification apportée aux détails des transactions, comme le pourcentage de VCC ou les coordonnées de l'entreprise

Une description des réalisations et activités importantes

Une description de tout retard ou problème, ou de toute lacune dans l'atteinte des résultats, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre les problèmes

PARTIE C – Inclure la liste des nouvelles transaction depuis le rapport précédent:

Liste des transactions RTI approuvé durant la période du rapport

Liste des transactions RTI approuvé durant la période du rapport qui seront utilisé pour la PV

PARTIE D –Pour chaque transaction rapporté:

La réalisation RTI demandé depuis le début de la période réalisation RTI, avec des totaux et sous-totaux appropriés pour directs, indirects, SMB, la proposition de valeur, et chacune des régions désignées. L'entrepreneur peut utiliser le format de graphique de leur choix.

PARTIE E – Pour chaque transaction de RTI faisant l'objet d'un rapport, inclure:

La VCC de la réalisation de RTI demandée DEPUIS LE DÉBUT DE LA PÉRIODE DE REALISATION DES RTI, avec des totaux et des sous-totaux répartie ainsi: directes, indirectes, régionales, PME, et chacun des régions désignées. L'entrepreneur peut utiliser le format graphique de son choix.

PARTIE F

Une description des activités de développement des régions et des petites et moyennes entreprises

Une liste des transactions de RTI qui ont été annulées, ajoutées ou sensiblement modifiées durant la période de rapport avec l'approbation de l'autorité des RTI

Certificat de conformité lié à la réalisation par l'entrepreneur de ses engagements en matière de RTI (modèle joint)

Certificat de conformité lié à la *Loi sur le lobbying* (modèle joint)

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ
Aux fins de déclaration des retombées industrielles et régionales (RTI)

ATTENDU QUE Sa Majesté la Reine, au droits du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (appelé ci-après le « ministre »), a conclu le _____ jour de _____ un contrat avec _____ aux fins du projet.

ET ATTENDU QUE ce contrat exige comme preuve de la réalisation de la valeur du contenu canadien des transactions et des engagements en matière de retombées technologiques et industrielles (RTI) que l'entrepreneur présente à cet effet un certificat de conformité à l'autorité des RTI;

POUR CES MOTIFS, l'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit

- i) l'information contenue dans les documents ci-joints, qui concerne les rapports des périodes de transactions de RTI, est, à notre connaissance, complète, vraie et exacte;
- ii) l'information contenue dans les documents ci-joints est conforme à l'information figurant sur les certificats de conformité présentés à l'entrepreneur par les autres parties admissibles;
- iii) les valeurs du contenu canadien indiquées dans les documents ci-joints ont été déterminées conformément à l'article 6 (Valeur du contenu canadien) du contrat.

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ A ÉTÉ SIGNÉ CE
_____ JOUR DE _____ PAR LE CONTRÔLEUR PRINCIPAL
DÛMENT AUTORISÉ À CET EFFET.

Signature

NOM ET TITRE DU CONTRÔLEUR PRINCIPAL

A: _____

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ - La Loi sur le lobbying

Au fin des rapports annuels de RTI

ATTENDU QUE Sa Majesté la Reine, au droits du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (appelé ci-après le « ministre »), a conclu le _____ jour de _____ un contrat avec _____ aux fins du projet.

ET ATTENDU QUE ce contrat exige comme preuve de la conformité de l'entrepreneur et ses parties admissibles à la Loi sur le lobbying, l'entrepreneur présente à cet effet un certificat de conformité à l'autorité des RTI;

POUR CES MOTIFS, l'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- i) qu'ils ont transmis en vertu de la *Loi sur le lobbying* toutes les déclarations nécessaires à l'égard des personnes employées par eux qui communiquent ou organisent des réunions avec des titulaires de charge publique dans le cadre de leurs fonctions, et qu'ils continueront de les transmettre;
- ii) qu'ils n'ont pas passé de contrat avec personne pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique contre une rémunération qui est ou serait conditionnelle de quelque façon que ce soit au succès d'une telle personne à organiser des réunions avec des titulaires de charge publique, ou à l'approbation et à l'octroi d'un crédit de RTI en vertu du présent contrat
- iii) qu'ils ne passeront pas de contrat avec personne pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique contre une rémunération qui est ou serait conditionnelle au succès d'une telle personne à organiser des réunions avec des titulaires de charge publique, ou à l'approbation et à l'octroi d'un crédit de RTI en vertu du présent contrat
- iv) que toutes les personnes avec qui ils ont passé un contrat pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique à l'égard du présent contrat respectent intégralement les exigences en matière d'enregistrement et les autres exigences de la *Loi sur le lobbying*
- v) qu'ils s'assureront en tout temps que toutes les personnes avec qui ils ont passé un contrat pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique à l'égard du présent contrat respectent intégralement les exigences de la *Loi sur le lobbying*
- vi) qu'ils ne doivent pas verser ou accepter de verser à une personne, une entreprise ou une entité un paiement conditionnel à l'approbation d'un crédit de RTI par l'autorité des RTI en vertu du présent contrat, ou parce que la personne a réussi à organiser des rencontres avec des titulaires de charge publique

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ A ÉTÉ SIGNÉ CE

_____ JOUR DE _____ PAR UN DIRIGEANT PRINCIPAL DÛMENT
AUTORISÉ À CET EFFET.

Signature

NOM ET TITRE DU DIRIGEANT PRINCIPAL

A: _____

ANNEXE C – MODÈLE DE FEUILLE DE TRANSACTION DE RTI

(S il vous plait se référer aux instructions au soumissionnaires pour obtenir des conseils)

1. ENTREPRENEUR DE RTI			
Nom de projet:			
Nom d'entreprise:			
Coordonnées RTI:			
Courriel:			
Téléphone:			
Adresse:			
Ville:			
Province/État:			
Pays:			
Code postale:			
2. DÉTAILS DE LA TRANSACTION			
Titre:			
Numéro:			
Dat de soumission:			
Tranche:	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 3
Type de transaction RTI:			
<input type="checkbox"/> PV Direct <input type="checkbox"/> PV segments de marché <input type="checkbox"/> Indirect			
Type d'activité RTI:			
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Consortium <input type="checkbox"/> Investissement postsecondaire <input type="checkbox"/> Cadre d'investissement <input type="checkbox"/> Investissement général <input type="checkbox"/> Coopération technologique <input type="checkbox"/> FCR			

<u>Type d'activité entreprise:</u>					
<input type="checkbox"/> avion	<input type="checkbox"/> C4ISR	<input type="checkbox"/> CBRNE	<input type="checkbox"/> Fonderie/ Usinage	<input type="checkbox"/> Cyber- sécurité	<input type="checkbox"/> Électronique
<input type="checkbox"/> L'appui de service	<input type="checkbox"/> TI	<input type="checkbox"/> Fabrication	<input type="checkbox"/> Munitions	<input type="checkbox"/> Puissance/ propulsion/ transmission	<input type="checkbox"/> Services prof.
<input type="checkbox"/> Navires	<input type="checkbox"/> Espace	<input type="checkbox"/> Systèmes de soldat	<input type="checkbox"/> Direction/ Navigation	<input type="checkbox"/> Systèmes/ Intégration	<input type="checkbox"/> Formation/ Simulation
<input type="checkbox"/> Véhicules	<input type="checkbox"/> Armes	<input type="checkbox"/> Autre:			
<u>Codes de catégorie fédérale des approvisionnements:</u>					
(voir site web: http://www.dispositionservices.dla.mil/asset/fsclist.html)					
<u>Description de la transaction de RTI:</u>					

Aide ou participation du gouvernement canadien:

3. ENTREPRISE MANDANT

Nom d'entreprise

Coordonnées RTI

Courriel:

Téléphone:

Adresse:

Ville:

Province/État:

Pays:

Code postale:

Code SCIAN

(voir site web <http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD.pl?Function=getVDPPage1&TVD=118464>)

Description des capacités de base

Tier

4. ENTREPRISE BÉNÉFICIAIRE

Nom d'entreprise

Coordonnées RTI

Courriel

Téléphone

Adresse

Ville

Province

Pays

Code Postale

Code SCIAN

Description d'entreprise et des capacités de base

Description de l'impact sur la bénéficiaire

Nombre d'employés

Petit ou Moyenne Entreprise?

Tier

5. MEMBRE DE CONSORTIUM (en cas écheant)

Nom d'entreprise
Coordonnées RTI
Courriel
Téléphone
Adresse
Ville
Province/État
Pays
Code postale

6. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ RTI

Causalité
Partie admissible
Apport différentiel
Calendrier
Autre – VCC aperçu
Autre – niveau de la technologie (indirecte)

7. QUALITÉ de RTI

--

Protégé B (un fois rempli)

--

8. Proposition de valeur (incluant segment de marché)

--

9. LISTE DES DOCUMENTS À L'APPUI

Nature du document	Pertinence

10. ÉVALUATION ET ÉCHELONNEMENT

Valeur totale de la transaction	
Valeur de continue Cdn (VCC) % de la bénéficiaire	
Ventes future estimées (le cas échéant)	
Multiplicateur (le cas échéant)	
Valeur totale VCC \$ de la transaction	

(CCV\$)

Période	PV Directe	PV segment marché	Indirecte	PME	Atl	Qué	NOnt	SOnt	Ouest	Totale VCC
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
Totales										

ANNEXE D – MODÈLE DE RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL DU CI

<u>Rapport d'activité annuel du CI</u> <i>(Remplir tout le formulaire)</i>
Numéro de transaction du CI :
Titre de la transaction du CI :
Investisseur du CI :
PME bénéficiaire :
Date du rapport :
<u>PARTIE A – PREMIER RAPPORT DU CI</u> Le premier rapport d'activité annuel du CI de l'entrepreneur doit, à tout le moins, inclure les éléments suivants :
<p>1. Documentation confirmant l'investissement du CI :</p> <p>Pour les contributions financières, veuillez annexer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Une copie certifiée du chèque ou du virement à la PME <input type="checkbox"/> Une reconfirmation écrite de la PME précisant ce qu'elle a l'intention de faire avec cette contribution financière <input type="checkbox"/> Une copie de l'entente finale signée (ou d'un document similaire signé) entre l'obligé de RTI et la PME décrivant les modalités de l'investissement <p>Pour les contributions non financières, veuillez annexer ce qui suit :</p> <p>Pour les biens matériels</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> confirmation écrite selon laquelle le transfert des biens a réellement eu lieu <input type="checkbox"/> confirmation écrite de la PME selon laquelle elle a bien reçu les biens <input type="checkbox"/> confirmation écrite de la PME sur l'usage qu'elle a l'intention d'en faire <p>Pour les biens non matériels (licences, connaissances, soutien aux ventes et au marketing)</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> confirmation écrite de la PME précisant la nature de la contribution et confirmant sa réception, et une autre confirmation sur l'usage qu'elle a l'intention d'en faire. <input type="checkbox"/> copie de l'entente finale signée (ou d'un document similaire signé) entre l'investisseur du CI et la PME décrivant les modalités de l'investissement, y compris la valeur finale du transfert.
<u>PARTIE B – RAPPORTS SUIVANTS DU CI</u> Une fois les activités du CI entamées, chacun des rapports d'activité annuels du CI de l'entrepreneur doit, à tout le moins, inclure les éléments suivants :
<p>1. Un aperçu de l'investissement du CI et de son objectif :</p>

☐ **Non**

Détails :

Succès découlant des activités du CI?

☐ **Oui**

☐ **Non**

Détails :

Possibilités associées aux activités du CI?

☐ **Oui**

☐ **Non**

Détails :

6. Description de l'industrie et des conditions du marché, en lien avec le projet du CI:

7. Mise à jour sur la situation financière de la PME canadienne:

Annexez les plus récents états financiers vérifiés (bilan, déclaration de revenus, état des variations des capitaux propres et état des flux de trésorerie).

8. État de la relation d'affaires et de la collaboration entre l'obligé de RTI et la PME canadienne :

Aperçu :

☐ **Succès découlant de cette relation/collaboration?**

☐ **Oui**

☐ **Non**

Détails

☐ **Difficultés associées à cette relation/collaboration?**

☐ **Oui**

☐ **Non**

Détails

☐ **Possibilités auxquelles pourrait donner lieu cette relation/collaboration?**

☐ **Oui**

☐ **Non**

Détails :

☐ **Liens avec d'autres partenaires ou secteurs**

☐ **Oui**

☐ **Non**

Détails :

☐ **Autres renseignements**

☐ **Oui**

☐ **Non**

Détails :

9. Description de l'incidence du projet du CI à ce jour :

Incidence sur l'innovation

☐ **Élevée**

☐ **Modérée**

☐ **Faible**

Détails :

Incidence sur la compétitivité

☐ **Élevée**

- ☐ **Modérée**
- ☐ **Faible**

Détails :

Incidence sur la création de retombées économiques plus vastes pour le Canada

- ☐ **Technologie**
- ☐ **Économie**
- ☐ **Environnement**
- ☐ **Société**
- ☐ **Sécurité**
- ☐ **Autre**

Détails :

10. Changements importants

Des changements sont survenus dans le cadre du projet du CI relativement aux aspects suivants :

- ☐ **Faillite de l'entreprise**
- ☐ **Modification de la taille ou du propriétaire de la PME**
- ☐ **Nouvelles activités du CI**
- ☐ **Autre** _____
- ☐ **Sans objet**

Détails concernant la nature et l'importance des changements, et leurs répercussions sur le projet du CI :

11. Signatures

En signant ce rapport d'activité du CI, les soussignés attestent que l'information figurant

dans ce document et annexée à ce document est complète et exacte, et que la Direction des RTI peut y recourir en toute confiance afin d'assurer un suivi de l'investissement du CI. La responsabilité de produire un rapport d'activité du CI complet, exact et fiable incombe entièrement à l'entrepreneur de RTI et au donateur du CI.

Veuillez consulter la section « Signatures exigées » du Guide du déposant.

Entrepreneur de RTI

Signature

Date

Nom (caractères d'imprimerie)

Titre

Donateur du CI

Signature

Date

Nom (caractères d'imprimerie)

Titre

Bénéficiaire du CI (PME canadienne)

Signature

Date

Nom (caractères d'imprimerie)

Titre
